



BP 11751 Niamey. Tel: 72 22 93
E-mail : avniger@intnet.ne

LE PAYSAN

Bulletin d'information d'Afrique Verte Niger
Numéro 02 - Août 2002

Sommaire

Campagne agricole 2002
Page 1

Situation alimentaire Page 2

Activités d'Afrique Verte Niger
Page 3, 4

Analyse Page 5

Événements Page 6

Cette année, notre réseau s'élargit à la région de Dosso et notre équipe se renforce par la création d'une cellule « Information sur les marchés ».

Depuis son implantation au Niger en 1987, Afrique Verte appuie les Organisations Paysannes pour améliorer la sécurité alimentaire des populations. Son ancrage géographique s'était bâti sur trois pôles régionaux : Tillabéry, Zinder et Agadez. Suite aux événements regrettables survenus au Nord du pays au début des années 90, c'est à dire la rébellion armée et ses corollaires, Afrique Verte a dû se retirer de la région d'Agadez pour concentrer ses efforts sur Tillabéry et Zinder. En 2001, à la faveur du retour de la paix dans le nord et grâce au partenariat établi avec deux organisations françaises, Afrique Verte a fait son retour dans la région d'Agadez.

En 2002, l'ONG concrétisera son implantation dans la région de Dosso avec le recrutement imminent d'un animateur de zone. Notre équipe sera également renforcée par la création d'une cellule « information sur les marchés céréaliers » et le recrutement d'un spécialiste en la matière. Egalement, en terme de groupe cible, notre réseau s'élargira bientôt aux commerçants de la région de Maradi.

La campagne agricole 2002

La campagne agricole 2002 se caractérise par une situation pluviométrique globalement déficitaire comparativement à celle de 2001.

Selon les données de la direction de l'agriculture, 80 % des postes de suivi de la campagne (soit 154 postes sur 193) sont déficitaires au 31 août 2002.

L'état de la campagne agricole se présente de façon hétérogène d'une région à une autre et aussi à l'intérieur d'une même région. Des pluies précoces ont été enregistrées dans certaines localités des régions de Dosso et Maradi. Cela n'a pas permis pour autant une installation normale de la campagne agricole à ses débuts. De longues périodes de sécheresse ont été enregistrées, qui ont occasionné des pertes totales de semis dans certaines localités. On note plus de 421 villages qui ont dû reprendre les semis.

La situation s'est relativement normalisée au cours de la première décade du mois d'août. L'aspect végétatif des cultures en place est présentement satisfaisant.

Le stade phénologique en fin août varie de la levée avancée au début de maturité.

L'hétérogénéité inter et intra-régionale de la campagne reste néanmoins très marquée et constitue l'élément caractéristique de l'évolution de la campagne agricole 2002. Alors que quelques 582 villages agricoles n'ont pu semer qu'au cours de la première décade du mois août, le nouveau mil est déjà apparu dans certaines localités des départements de Dosso et Maradi.

L'installation de la campagne agricole n'a été effective qu'au cours de la première décade du mois d'août. Quant on sait que le cycle normal du mil est 90 à 100 jours, un arrêt des pluies avant la

première décade du mois d'octobre 2002 pourrait être inquiétant pour les vaillants agriculteurs concernés par ce retard. Cette inquiétude reste fondée quant on sait que d'ordinaire les dernières pluies utiles sont enregistrées avant la fin du mois septembre. Cela implique que, sauf année pluviométrique exceptionnelle, le mil ne pourra pas boucler son cycle végétatif normal dans certaines localités. Cependant, avec les conseils des services techniques de l'agriculture invitant les producteurs à semer les légumineuses comme le niébé qui a un cycle plus court, les conséquences néfastes du retard pourront s'amoinrir.

L'autre élément exceptionnel de la campagne agricole 2002, est son suivi conjoint de la part de l'Etat et des partenaires au développement. A ce sujet, rappelons que l'évaluation finale de la campagne fait généralement objet de controverse entre les services étatiques et les partenaires au



développement. Il y a très souvent une divergence de point de vue lorsqu'il s'agit d'apprécier les résultats définitifs de la campagne. Cette divergence résulte du fait que les différentes parties n'utilisent pas toujours les mêmes bases de données. C'est donc pour harmoniser les points de vue que des missions conjointes Etat-partenaires au développement ont sillonné l'ensemble du pays, fin août-début septembre. Au total, 4 équipes conduites par des membres du gouvernement se sont rendues sur le terrain pour faire une première appréciation du déroulement de la campagne,

confronter la situation réelle du terrain avec les données des services techniques et envisager s'il y a lieu, des mesures visant à parer toute situation de crise. Pour notre part, nous souhaitons que cette initiative louable soit désormais une tradition établie, pour le grand bien des populations rurales.

La situation alimentaire

Une évolution des prix des céréales qui contraste avec le résultat de la campagne agricole 2001.

Il n'est un secret pour personne que la campagne agricole 2001 a été officiellement déclarée excédentaire. L'estimation de la production céréalière de la campagne 2001-2002 a été réajustée à 3.109.883 tonnes en avril. Comparée à celle de l'année 2000-2001, il en résulte un accroissement de 49 %. Le bilan céréalier réajusté évalue l'excédent à 254.459 tonnes, soit 9% des besoins nationaux.

Ce bilan cache néanmoins des disparités, puisque 3 des 8 régions du pays sont déficitaires : Agadez, Diffa et Niamey. Sur l'ensemble du pays, on compte 1.933 villages déficitaires à plus de 50%, soit environ 16% de la population.

Malgré cet excédent relativement important, depuis janvier 2002, les prix des céréales de base (mil, sorgho) n'ont cessé d'évoluer dans un sens qui contraste avec une campagne excédentaire. Ils ont atteint et parfois même dépassé leur niveau de 2001, année déficitaire. En analysant cette situation angoissante pour le consommateur, on peut donner 5 éléments explicatifs :

- Le bilan céréalier 2001 intègre des importations et aides alimentaires pour 300.000 tonnes, qui ne sont injectées qu'au fur et à mesure sur le marché national.

- Les exportations de céréales ont été estimées nulles au bilan national. Traditionnellement, le Niger importe des céréales du Nigeria. Mais, une fois n'est pas coutume, l'année 2002 fait exception à la règle. Dès le début de la campagne, les commerçants du Nord Nigeria ont pris d'assaut les marchés frontaliers du Niger pour s'approvisionner. Cela s'explique par la présence de conflits ethniques qui ont rendu les régions du sud inaccessibles aux populations du Nord et par une campagne agricole assez médiocre au Nord Nigeria. Ainsi, des flux importants de céréales ont été exportés du Niger, réduisant de facto l'offre nationale de mil et de sorgho. Il en résulte évidemment une hausse des prix, qui, par rapport au résultat excédentaire de la campagne 2001, reste incompréhensible aux yeux des consommateurs.

- L'offre est influencée par le déficit de la campagne 2000 pendant laquelle les stocks paysans ont été épuisés. L'excédent commercialisable reste affecté par ce déficit, qui a obligé les producteurs à s'endetter. Aussi, l'excédent ne se traduit pas automatiquement par une offre égale sur le marché. Au-delà de ses besoins

alimentaires, le producteur fait une réserve de sécurité sous estimée par les techniciens. Le producteur ne vend la totalité de son excédent que lorsque la campagne suivante lui semble bonne. Il y a un phénomène rétention de la commercialisation, ce qui contribue à dérégler le fonctionnement du marché.

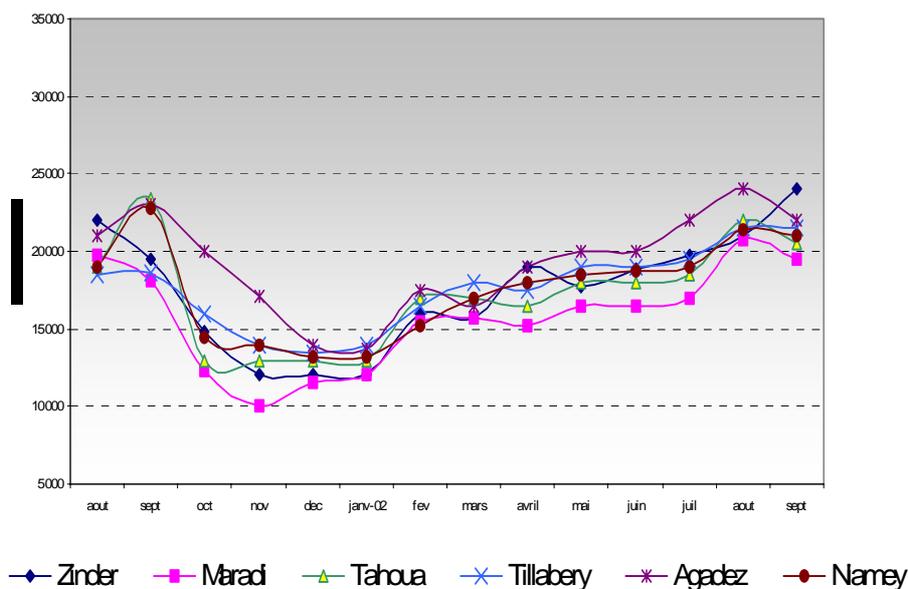
- Une partie de l'offre est immobilisée dans les banques céréalières. Dès le début de la campagne, il y a eu reconstitution des stocks. Cette partie de l'offre devient inerte et ne contribue pas à la régulation des prix.
- A tout ceci s'ajoute la stratégie spéculative des commerçants qui les pousse à provoquer une pénurie en gardant les stocks en magasin.

Depuis la dernière décade du mois d'août, la situation semble s'améliorer grâce une baisse notable des prix des céréales, notamment celui du maïs importé qui, ces derniers temps est le produit alimentaire le plus abondant sur les marchés.

Avec l'apparition du nouveau mil dans quelques localités des départements de Dosso et Maradi, il est fort probable que la situation alimentaire s'améliore davantage au cours du mois de septembre et à venir.

Souhaitons seulement que les pluies continuent de tomber jusqu'en début octobre et que la pression parasitaire soit moins forte, pour que les efforts des agriculteurs des 582 villages qui n'ont pu semer qu'en début août, soient récompensés.

Niger : prix du mil



Les activités d'Afrique Verte Niger

Indépendamment de sa mission d'appui-conseil permanent auprès des OP du réseau, les interventions d'Afrique Verte s'inscrivent autour de deux axes principaux :

- 📖 Les actions de formation : elles sont composées d'une série de modules
- 📖 Les actions spécifiques à la commercialisation des céréales : les bourses aux céréales, la diffusion de l'information commerciale, l'intermédiation dans les transactions céréalières.



Sans que cela soit exhaustif, les actions menées par Afrique Verte Niger au cours du premier semestre de l'année 2002, se résument à :

Formations : le tableau ci-dessous résume les différentes formations réalisées depuis le début de l'année 2002.

Type de formation	Lieu de la formation	OP bénéficiaires	Qualité des participants	Nbre	Durée
Alphabétisation fonctionnelle	Tchirozérine	6 OP de la zone	Secrétaires, trésoriers, gérants.	42	8 jours
Recyclage / formatrices des OP féminines FIDA	Filingué Sébéri (Kollo)	4 OP de Filingué 8 OP Tillabéry et Kollo	Formatrices locales	12	Filg = 4 j Sébéri = 4j
Education coopérative	Kollo Zinder	12 OP de Tillabéry 8 OP de Zinder	Responsables des unions	26	Kollo= 5j Zinder = 3j
Comptabilité/gestion, Niveau I	Tchirozérine	6 OP de la zone	Membres comité de gestion	44	7j
Recyclage Gestion/Administration	Tillabéry, Téra, Zinder, Filingué	OP des zones concernées	Secrétaires et trésoriers	73	3 x 5j
Administration et Commercialisation	Indoudou (Agadez)	Union Indoudou	Membres CA et gérant	14	8j
Formation en crédit	Indoudou	Union Indoudou	Membres CA et gérant	15	3j
Formation des formateurs paysans	Say, Filingué, Zinder	OP Tillabéry OP de Zinder	Secrétaires	40	3x 5 jours
Rencontres inter-OP	Zinder Tchumbaram (Agadez)	OP Féminines de Zinder OP féminines (APAS)	Responsables des OP	Zinder= 152 Tchumbaram= 49	3x3 jours 1x 1jour

T

ransactions

A la date du 30 juin 2002, les transactions réalisées par les OP, cumulent à :

Mil : 133,3 tonnes pour une valeur de 25.327.000 F.

Sorgho : 18,8 tonnes pour une valeur de 3.384000 F.

Maïs : 47,2 tonnes pour une valeur de 7.552.000 F.

Riz blanc : 10,8 tonnes pour une valeur de 3.024.000 F.

Riz paddy : 14 tonnes pour une valeur de 2.035.000 F.

Pour que ces transactions puissent se réaliser, Afrique Verte a octroyé aux OP des **crédits de campagne** d'un montant de **11.575.000 Francs** sur une période maximale de 10 mois et au taux de 1 % /mois.

B

ourse céréalière

Elle a eu lieu du 25 au 26 avril 2002 à Maradi et a vu la participation de plus de 70 participants représentant des OP, des projets de développement, des ONG et autres associations.

La physionomie du marché se présente comme suit : (en sacs de 100kg).

Produits	Collecte	Offre	Demande	Ecart O/D
Mil	2.231	1.252	1.900	-648
Sorgho	195	129	50	+79
Maïs	190	0	77	-77
Niébé	18.434	18.418	11	+18.407
Autres	409	292	60	+232

Analyse

Consommateurs de céréales, attention au faux prix.

Le prix : cet indicateur universel des marchés, est parfois trompeur pour le consommateur ordinaire. En effet, selon l'appréciation qu'on en fait, il peut révéler plusieurs réalités. Le grand public a généralement l'habitude d'en faire un indicateur absolu, alors qu'il exprime la valeur relative d'un bien ou service. En tant que tel, il est fonction de la qualité (norme) et de la quantité du bien considéré.

En ce qui concerne le marché des produits agricoles, notamment les céréales qui nous intéressent ici, point n'est besoin de passer par les formules mathématiques compliquées pour démontrer les artifices utilisés par les commerçants pour agir sur le comportement du consommateur. Avec l'usage de plusieurs unités de mesure (tia, sac...) qui ne sont pas standardisées, l'exercice devient très facile pour le commerçant usurier. Il sait que le consommateur urbain raisonne en terme de sac (non normalisé) tandis qu'en zone rurale, c'est la *tia*, la *boite de tomate* qui est l'unité de mesure courante. Il manipule ainsi ces unités de mesure qui sont elles-mêmes variables dans le temps et dans l'espace.

Concernant la variation temporelle, il n'est pas rare de constater que pour un même marché, la *tia* ou la *boite de tomate* utilisée en période de soudure (juin-août) n'a pas la même contenance que celle utilisée en période post récolte (novembre-décembre). De même sur le même marché, l'unité de mesure utilisée pour la collecte (achat au producteur) est généralement supérieure à celle utilisée pour la vente au consommateur. S'agissant de la variation spatiale, notons que chaque marché a sa propre unité de mesure.

Prenant en compte toutes ces défaillances du marché, les structures qui produisent les statistiques en la matière, procèdent à des extrapolations tout à fait objectives qui conduisent à des prix reflétant plus ou moins la réalité du marché. Malheureusement, ces

prix ne sont pas toujours bien compris par le consommateur qui les trouvent trop élevés comparativement au prix affiché par le commerçant. C'est parce que le consommateur ordinaire n'a pas compris que le marché des céréales de base (mil, sorgho, maïs) évolue à double sens. L'évolution la plus apparente est celle de la valeur. Pour le consommateur, l'augmentation en valeur absolue du prix du sac ou de la *tia*, est l'indicateur principal du marché. Or cette augmentation masque une autre évolution inverse qui est la diminution de la quantité, soit par changement de *tia* de contenance inférieure ou par diminution du nombre de *tia* par sac.

Une illustration très simple permet de mieux comprendre ce phénomène :

En période post récolte, un sac de mil contient généralement **35 à 36 tias**, tandis qu'en période de soudure il n'en contient que **30 à 32 tias**.

Supposons que le prix du sac soit de 13.000 F CFA en période post récolte et qu'il évolue jusqu'à 16.000 F en période de soudure. Pour le consommateur non averti, le prix du sac de mil a augmenté de 3.000 F. Erreur ! Cette augmentation ne prend pas en compte la diminution de la quantité. En maintenant constante la quantité de mil par sac, le prix en période de soudure est 18.000 F ou 18.500 F, ce qui donne une augmentation réelle de 5.000 F à 5.500 F. C'est le prix que le commerçant aurait dû afficher s'il n'avait pas diminué la quantité de produit. Ce prix peut paraître assez élevé aux yeux du consommateur qui a pourtant inconsciemment payé son sac de mil à 18.500 F.

C'est l'astuce à laquelle s'adonnent les commerçants au fur et à mesure que la soudure s'accroît, pour ne pas afficher les vrais prix qui pourraient troubler psychologiquement le consommateur.

Evénements

Relance du comité technique régional de concertation sur les banques céréalières (CTRCBC) de Tillabéry

A l'instigation des projets PAOPAS (Coopération française) et PASADOP (SNV), un atelier de relance du comité technique régional de concertation sur les banques céréalières a été tenu les 3 et 4 juillet 2002 à Tillabéry.

L'atelier a été une occasion pour les différents intervenants de la région en matière de BC, d'exposer leur stratégie d'intervention. Il a aussi permis de présenter les résultats de l'enquête sur les BC, réalisée par le PAOPAS et de faire un toilettage des textes régissant le comité.

A l'issue de l'atelier, un nouveau bureau a été mis en place. Afrique Verte est membre en qualité de rapporteur. Notre animateur de la zone Téra-Tillabéry a été désigné pour siéger au sein du comité.

La première réunion du comité a été tenue le 30 juillet à Tillabéry et a permis l'élaboration d'un programme d'activités pour le reste de l'année 2002. La prochaine réunion est prévue courant décembre à Kollo.

Souhaitons que le CTCBC de Tillabéry soit reparti sur de bons pieds afin de servir d'exemple à la relance des autres comités régionaux et aussi du comité national.

Commercialisation des céréales 2002- 2003 : l'Etat promet aux producteurs un achat honorable de leurs surplus.

A travers un communiqué du ministre chargé du commerce, l'Etat informe les producteurs qu'il prendra les dispositions nécessaires pour un meilleur déroulement de la campagne de commercialisation 2002-2003. Le communiqué appelle les producteurs à être sereins et à ne pas brader leurs produits aux spéculateurs. Dans le cadre de la reconstitution du stock national de sécurité, l'OPVN procédera à des achats directs auprès des producteurs.

Cet appel montre que le marché céréalière est aujourd'hui dominé par un secteur privé très spéculatif. Espérons que les dispositions nécessaires seront prises au moment opportun pour que cette annonce ne contribue pas à déstructurer davantage le marché, car les commerçants déjà aguerris ne manqueront pas de recourir à des stratégies défensives pour en tirer profit.

Saison des pluies 2002 : Des inondations meurtrières à Agadez et à Zinder

Comparée à celle de l'année 2001, la situation pluviométrique est déficitaire sur 80 % des postes de suivi. Cependant, des pluies sporadiques localement intenses ont été enregistrées dans plusieurs localités, notamment Bangou Kouarey (Kollo) où 240 mm sont tombés en une seule fois au cours mois de juin, à Agadez (en juillet) et à Zinder, Takeïta, Maïjirgui Konni et Bouza (mi-août). Comme il fallait s'y attendre, elles ont provoqué des inondations tant sur les superficies agricoles que sur les habitations. Suite à des effondrements de maisons, on déplore malheureusement des pertes en vie humaine dont 9 personnes à Agadez (en juillet) et 1 personne dans la ville de Zinder (en août).

Ces catastrophes naturelles n'ont pas laissé indifférents des structures d'atténuation des crises et les organismes caritatifs. C'est ainsi que la cellule crise alimentaire est intervenue en faveur des sinistrés de Bangou Kouarey avec 70 tonnes de céréales. La croix rouge nigérienne a offert aux mêmes populations, 1 tonne de mil et une balle d'effets vestimentaires.

Le SAP/GC (Système d'Alerte Précoce et de Gestion des Catastrophes) est intervenu en faveur des sinistrés de Maïjirgui, Takeïta et Zinder, avec des dons en vivres, en espèces et en produits essentiels divers.

La CARITAS a manifesté sa compassion aux sinistrés d'Agadez en leur apportant des dons importants en effets vestimentaires et autres produits essentiels.